



## *Extrême droite : de la conquête des esprits à celle du pouvoir*

Benjamin Biard

**D**epuis septembre 2019, le Vlaams Belang occupe la tête des sondages en Flandre. Alors qu'y augmentent les craintes d'une rupture du cordon sanitaire, l'extrême droite demeure absente du paysage politique en Belgique francophone. Cet exposé sous forme d'entretien vise à mieux saisir ce que recouvre la notion d'extrême droite aujourd'hui, à en cerner les manifestations principales, à identifier les facteurs qui expliquent les différences de destin électoral en Flandre et en Belgique francophone, et à examiner les stratégies mises en œuvre afin de contrer son développement.

**Quand on parle d'extrême droite, de quoi parle-t-on ?**

L'extrême droite peut être définie comme une idéologie, c'est-à-dire à la fois une vision du monde tel qu'il est, une vision du monde tel qu'il devrait être et un programme d'action politique. Cette idéologie spécifique se caractérise de trois façons.

D'abord, c'est une vision du monde selon laquelle différentes races, ethnies ou civilisations – considérées comme inégales par nature – peuvent être distinguées et hiérarchisées. L'extrême droite est profondément inégalitaire et considère qu'il n'est ni nécessaire, ni même souhaitable de créer une égalité entre ces races ou civilisations.

Ensuite, l'idéologie d'extrême droite offre une vision du monde tel qu'il devrait être, à savoir une vision qui repose sur un nationalisme particulièrement fort. Ce nationalisme peut être régionaliste et réclamer davantage d'autonomie pour un territoire, voire son indépendance. Ce type de nationalisme a longtemps été mobilisé par la Ligue du Nord en Italie, par exemple. Mais le nationalisme défendu par l'extrême droite recouvre aussi une autre réalité : il entend poursuivre un objectif d'homogénéité ethnique à l'intérieur d'un territoire. Cela signifie que l'extrême droite promeut des rapports inégalitaires au sein d'une société sur la base, notamment, de l'origine ethnique des citoyennes et des citoyens.

Enfin, cette idéologie se caractérise par les moyens utilisés pour faire advenir ce monde. Ceux-ci sont généralement radicaux : les partis d'extrême droite refusent souvent le compromis, ne respectent pas toujours les principes de base de la démocratie libérale et peuvent recourir à des moyens physiquement ou symboliquement violents.

Il faut faire attention à ne pas confondre l'extrême droite avec le populisme, qui est très à la mode. Si la première est une idéologie, le second est davantage un style politique, un style de communication qui vise à créer un antagonisme entre le peuple, présenté comme homogène et paré de toutes les vertus, et les élites, accusées de tous les vices et

de mépris envers le peuple. Ce style politique peut être utilisé par des partis d'extrême droite – ce qui explique pourquoi une telle confusion entre les deux notions peut être opérée –, mais aussi par des formations d'extrême gauche. Il peut même être mobilisé par des formations de droite ou de gauche plus classiques, sans qu'elles soient nécessairement extrêmes. Ce style politique se greffe ainsi sur des idéologies très variées. Si les acteurs d'extrême droite recourent donc souvent au populisme dans leurs discours, le populisme ne se cantonne pas à l'extrême droite.

### **Par qui cette idéologie d'extrême droite est-elle mobilisée ?**

L'idéologie d'extrême droite peut être mobilisée par des acteurs très variés, et pas uniquement par des partis politiques. Il est vrai que bon nombre de ces formations parviennent aujourd'hui à réaliser des performances électorales particulièrement importantes et même à accéder au pouvoir. Mais l'idéologie d'extrême droite est mobilisée bien au-delà des partis politiques. On peut penser à certains mouvements ou à certaines organisations plus ou moins structurées et qui n'ont pas la prétention d'accéder au pouvoir par le biais d'élections. Il y a quelques mois, le groupe Génération identitaire a été dissous sur décision du gouvernement français. Ce n'était pas une organisation qui prenait part aux différents scrutins, mais elle s'illustrait à travers une série d'actions choc, comme des opérations de blocage de routes migratoires dans les montagnes françaises.

L'idéologie d'extrême droite peut encore être mobilisée par d'autres types d'acteurs. Pensons aux théoriciens ou aux intellectuels d'extrême droite. En France, Renaud Camus a par exemple contribué à théoriser le « grand remplacement », phénomène qui verrait la civilisation européenne être en cours de remplacement par une autre civilisation. Certains médias développent aussi une ligne éditoriale d'extrême droite. De même, il ne faut pas négliger l'importance de la fachosphère, qui rassemble un très grand nombre d'internautes et qui leur permet de lire, d'échanger et de publier des messages visant à répandre l'idéologie d'extrême droite. Ainsi, le terroriste des attentats commis contre deux mosquées à Christchurch (Nouvelle-Zélande) le 15 mars 2019 avait annoncé sur la fachosphère sa volonté de commettre de tels attentats et avait retransmis en direct la vidéo de ses actes. En Belgique, des internautes s'en étaient rapidement réjouis.

L'extrême droite présente donc plusieurs visages. Des partis politiques poursuivent l'objectif d'accéder au pouvoir. D'autres acteurs, dont on parle moins malgré leur importance, ont davantage un objectif de conquête culturelle ou cherchent à marquer les esprits par des actions terroristes ; leur objectif n'est pas d'accéder directement au pouvoir, mais d'influencer la société en propageant leur idéologie. S'inspirant du penseur marxiste italien Antonio Gramsci, l'extrême droite actuelle sait toutefois que la conquête du pouvoir passe par celle des esprits.

### **En quoi l'extrême droite qu'on rencontre à l'époque contemporaine est-elle vraiment différente de l'extrême droite historique ?**

L'extrême droite n'est en effet pas un phénomène nouveau. Afin de mieux comprendre sa spécificité aujourd'hui en Europe occidentale, on peut distinguer quatre grandes étapes traversées par l'extrême droite depuis la Seconde Guerre mondiale.

Dans l'immédiat après-guerre, l'extrême droite semble d'abord exsangue, elle ne parvient plus à se développer. Lorsqu'elle tente de se structurer, des réponses sont très rapidement apportées afin de l'en empêcher. En Allemagne, au début des années 1950, le Parti socialiste

du Reich, néonazi, se retrouve ainsi rapidement interdit sur décision de la Cour constitutionnelle.

Vient une deuxième phase : ce sont les tentatives fructueuses – mais éphémères – de l'extrême droite de s'organiser. En France, le mouvement de Pierre Poujade parvient ainsi à opérer une percée significative en 1956 et envoie plusieurs élus à l'Assemblée nationale, dont le jeune Jean-Marie Le Pen, bien avant que ne soit fondé le Front national.

La troisième phase, entamée dans les années 1970 et, surtout, dans les années 1980 et jusqu'à la fin des années 1990, marque l'enracinement de l'extrême droite. On fait alors face à des partis qui parviennent à se structurer et à intégrer les systèmes partisans nationaux de façon durable dans plusieurs pays.

La phase actuelle, amorcée à la fin des années 1990, consacre la volonté de ces partis de gagner en légitimité pour accéder au pouvoir. Là où cette stratégie fonctionne, la capacité d'influence de l'extrême droite se trouve alors renforcée.

**En Belgique, l'extrême droite semble avoir un destin différent selon que l'on est en Flandre ou en Belgique francophone. Comment peut-on l'expliquer ?**

L'extrême droite présente un visage particulier en Belgique. Le Vlaams Blok – devenu le Vlaams Belang en 2004 – connaît une ascension électorale importante en Flandre, particulièrement remarquable à partir de 1991 et jusqu'au milieu des années 2000. Si ses performances électorales s'effondrent ensuite, il renoue avec ses scores d'antan lors des élections communales et provinciales de 2018 et, surtout, lors du scrutin multiple du 26 mai 2019. Mais uniquement en Flandre, pas à Bruxelles. En Belgique francophone, le Front national de Daniel Féret a longtemps incarné la principale force d'extrême droite ; il n'a néanmoins jamais réussi à fédérer tout ce courant ni à s'imposer fortement et durablement sur le plan électoral. Aujourd'hui encore, les partis d'extrême droite y sont morcelés et marginalisés.

Plusieurs facteurs permettent de comprendre ce paradoxe belge. Le premier est sans nul doute les divisions incessantes que connaît l'extrême droite en Belgique francophone, qui se traduisent par de nombreuses scissions. Cela contribue à réduire la visibilité des formations d'extrême droite et à les discréditer. À l'inverse, l'extrême droite flamande est restée unie.

Le deuxième facteur est lié à l'absence de leader charismatique en Belgique francophone, alors que le Vlaams Blok puis Vlaams Belang a toujours été mené par une ou plusieurs figures emblématiques.

Les stratégies de lutte développées par la société civile diffèrent également. En Wallonie et à Bruxelles, celle-ci a veillé à démasquer le discours et le projet d'extrême droite, et même à en bloquer, physiquement, le développement. En Flandre, l'organisation de la société civile face à l'extrême droite est bien moindre, notamment car le rapport de force est très différent. Cause et conséquence à la fois, il est dès lors plus aisé à cette dernière de s'imposer.

Quatrièmement, si le cordon sanitaire politique s'applique sur l'ensemble du territoire belge, c'est en Flandre que les tensions à son égard sont les plus vives. De nombreuses voix s'y élèvent d'ailleurs pour le remettre en cause. À l'inverse, en Belgique francophone, les partis représentés au Parlement sont unanimes pour le soutenir et rejettent non seulement

toute collaboration avec les élus d'extrême droite, mais aussi tout échange informel avec ceux-ci.

En Belgique francophone, le cordon sanitaire est non seulement politique, mais aussi médiatique. Ainsi, les principaux médias n'acceptent pas d'interviewer en direct des représentantes ou représentants d'extrême droite ni d'en recevoir lors de débats avec des représentantes ou représentants d'autres formations politiques. Certaines recherches ont permis de démontrer que cette stratégie de cordon sanitaire médiatique, qui n'existe pas en Flandre, contribue effectivement à réduire l'impact électoral des partis d'extrême droite.

Le sixième facteur tient à une différence de cadrage, notamment, de l'enjeu migratoire selon qu'on se situe au nord ou au sud du pays. Schématiquement, on sent plus d'empathie voire de solidarité envers les étrangers ou, au contraire, un plus fort raidissement à leur égard dans les positions dominantes. Ce qui ne signifie bien sûr pas qu'il n'y a pas de xénophobie en Wallonie ou de marques de solidarité en Flandre.

Enfin, on a vu que le nationalisme constitue une caractéristique importante de l'idéologie d'extrême droite. Or, s'il existe un sentiment d'identité flamande très développé, il n'y a guère d'équivalent du côté francophone. Il y a donc une difficulté supplémentaire pour l'extrême droite à développer une rhétorique cohérente au regard de cette question.

Si ces sept facteurs permettent de comprendre la différence de destin électoral entre l'extrême droite au nord et au sud du pays, cela ne signifie toutefois pas qu'un parti d'extrême droite ne pourrait pas se développer à terme dans le paysage politique wallon ou bruxellois.

### **Le Vlaams Belang a opéré un retour en force majeur en 2019. Comment comprendre ce retour si rapide à l'avant-scène politique ?**

Il est effectivement question d'un « retour » puisque c'est un parti déjà ancien, fondé en 1979 et qui parvient à prospérer bien avant cette période. En 2004, malgré une condamnation, près d'un quart de l'électorat flamand a voté pour lui ; cela a fait dire à Filip Dewinter qu'il s'agissait d'un parti « puni par la justice mais libéré par le peuple ». Il est alors devenu la deuxième formation de Flandre, derrière le cartel CD&V/N-VA. Puis il a connu un ressac électoral considérable, suite à la concurrence de la Lijst Dedecker, d'abord, de la N-VA, ensuite, et a connu des dissensions internes.

Trois facteurs permettent d'expliquer le retour du Vlaams Belang à l'avant-scène en 2018. Le contexte politique lui a été particulièrement favorable : la N-VA ne pouvait plus se draper dans le rôle contestataire d'un parti d'opposition et l'enjeu migratoire s'est trouvé au cœur de l'agenda politique. Rappelons que c'est sur la ratification par la Belgique du Pacte de Marrakech que le gouvernement Michel I est tombé en décembre 2018. La N-VA a mis la migration au cœur de l'actualité, mais c'est le parti qu'on associe le plus, en Flandre, à cet enjeu qui s'en est trouvé ragaillardi.

Le VB a aussi rajeuni ses cadres. Tom Van Grieken en est devenu président en 2014 et il a impulsé une stratégie différente, qui vise à dédramatiser le parti et à lui permettre d'accéder au pouvoir.

Enfin, et c'est lié au facteur précédent, le Vlaams Belang a investi massivement sur les réseaux sociaux. Durant la campagne électorale de 2019, sur les 800 000 euros dépensés

par les partis flamands sur les réseaux sociaux, plus de la moitié l'a été par le seul Vlaams Belang.

**Vous avez évoqué le cordon sanitaire créé en 1989 en Belgique. Rétrospectivement, a-t-il toujours été à la hauteur des ambitions politiques affichées à ce moment-là ? Et jusqu'où ce dispositif est-il solide ?**

Historiquement, le cordon sanitaire est une initiative de Jos Geysels, alors député et secrétaire politique d'Agalev, qui s'inquiète de la poussée électorale du Vlaams Blok en Flandre à la fin des années 1980. Le document qu'il parvient à faire signer en 1989 par les représentants des principaux partis flamands fixe le principe du cordon sanitaire : ses signataires s'engagent à ne pas conclure d'accords politiques et à ne pas prendre d'engagements avec le Vlaams Blok, que ce soit en période de campagne électorale, au moment de former un gouvernement ou lors du travail parlementaire.

Rapidement dénoncé, cet accord est réaffirmé en 1991, suite au « dimanche noir » : au scrutin législatif du 24 novembre, le Vlaams Blok dépasse pour la première fois 10 % des voix en Flandre. Cette percée crée un choc qui fait prendre conscience du danger que comporte ce parti pour la démocratie à la plupart des partis démocratiques flamands. Ce cordon sanitaire – qui s'est alors étendu aux partis francophones – est toujours d'application aujourd'hui ; il a cependant été soumis à un certain nombre de tensions, particulièrement depuis le début des années 2000.

*Primo*, certains textes ont été votés spécifiquement grâce à l'apport de voix du Vlaams Belang. *Secundo*, des cartels électoraux ont inclus le VB et des candidats et candidates locaux ou dissidents des partis démocratiques, sans toutefois lui permettre de rejoindre une majorité communale. *Tertio*, certains cadres ou élus et élus de partis démocratiques ont remis en cause l'utilité du cordon sanitaire. Non seulement à la N-VA, qui n'a jamais vraiment soutenu l'idée d'un cordon sanitaire, même si elle apparaît partagée sur cette question, mais aussi au sein d'autres partis : au CD&V, certaines personnalités influentes comme Hendrik Bogaert se sont régulièrement prononcées en faveur de l'abandon du cordon sanitaire ; il en est parfois allé de même au sein de l'Open VLD – notamment de son organisation de jeunesse –, voire chez les socialistes flamands. *Quarto*, le Vlaams Belang semble se rapprocher de plus en plus du pouvoir, sans toutefois être arrivé à ses fins jusqu'ici. En 2004, Yves Leterme a ainsi reçu les représentants du VB dans le cadre de ses consultations visant à former un gouvernement flamand. Depuis lors, de telles rencontres ont systématiquement eu lieu dans la foulée des scrutins communautaires, même si elles n'ont jamais abouti à la conclusion d'un accord de gouvernement avec ce parti. En 2019, plusieurs rencontres ont été organisées et, selon les dires de certains négociateurs, Bart De Wever aurait même tenté de convaincre un ou plusieurs autres partis de former une coalition avec le Vlaams Belang (ce que le président de la N-VA a réfuté). Toujours en 2019, et de façon inédite, le roi lui-même a reçu Tom Van Grieken dans le cadre de ses consultations, cette fois au niveau fédéral.

**Aujourd'hui et demain, l'extrême droite peut-elle briser ce cordon sanitaire en Flandre ?**

Aujourd'hui, il y a clairement une volonté du Vlaams Belang de rompre ce cordon sanitaire pour accéder au pouvoir, en tout cas au niveau flamand. Dans les années 1980, Karel Dillen – fondateur et leader du Vlaams Blok pendant deux décennies – disait qu'être marginal était une fierté, un titre de noblesse par rapport à ceux et celles qui portent l'écharpe tricolore. Aujourd'hui, on semble loin de cette situation. Au contraire, T. Van

Grieken considère qu'il faut se démarginaliser, se normaliser, se dédramatiser pour accéder au pouvoir. Pour ce faire, il tente de modérer le discours tenu pendant les années 1990 ou 2000. Des actes symboliques particulièrement forts sont aussi posés. Par exemple, en 2016, trois représentants du Vlaams Belang – dont F. Dewinter – étaient sanctionnés pour avoir participé à une rencontre avec des représentants du parti néonazi grec Aube dorée. Le but poursuivi était alors d'améliorer l'image du parti. Par ailleurs, le programme du parti se retrouve enrichi, avec des propositions électorales plus variées qu'auparavant. Il tente désormais de s'afficher comme un parti capable d'exercer des responsabilités politiques, de gérer la chose publique. Il est évidemment difficile de prédire quel sera l'impact de cette stratégie. Mais il n'est en effet pas à exclure que le VB parvienne à rompre ce cordon sanitaire, soit en participant directement à une coalition avec d'autres formations – dont la N-VA –, soit en soutenant un gouvernement minoritaire depuis les bancs de l'opposition. Notons que si ce dernier cas de figure permettrait aux partis démocratiques de ne pas gêner leur base électorale en évitant de s'afficher trop proches de l'extrême droite, il permettrait aussi au Vlaams Belang d'exercer une influence considérable sur l'adoption des politiques publiques en Flandre. Enfin et surtout, il faut relever que le VB est le premier parti sans interruption dans les sondages depuis septembre 2019, devant la N-VA et très loin des partis traditionnels. Cette situation, semblable à celle qu'on a pu connaître entre 1994 et 2006 à Anvers, met une pression très forte sur les autres partis.

#### **Malgré le cordon sanitaire, ne peut-on pas dire qu'il existe quand même une certaine porosité des idées dans les discours et les décisions des autres partis ?**

Oui, c'est une réalité. Le Vlaams Belang n'est certes pas au pouvoir, mais ça ne veut pas dire que son influence est nulle. Même en tant que parti d'opposition, et y compris lorsqu'il était très faiblement représenté au sein des institutions – comme entre 2014 et 2019 –, on peut observer qu'il a réussi à exercer une certaine forme d'influence. Dans certains cas, on peut la repérer dans le sens où certaines de ses propositions électorales sont traduites en décisions publiques. Pour ne prendre qu'un exemple parmi d'autres, citons la volonté affichée par le Vlaams Blok dans son programme en 70 points de 1992 de créer des centres fermés pour personnes en séjour irrégulier ou un secrétariat d'État à l'Immigration : les deux existent aujourd'hui depuis de nombreuses années.

Le cas hongrois est également intéressant à cet égard. Alors que le parti d'extrême droite Jobbik n'a jamais été au pouvoir au niveau national, le parti conservateur Fidesz a mis en œuvre un grand nombre des promesses électorales de ce dernier afin d'en capter les électeurs et électrices et de renforcer son assise électorale. Mais cette influence peut aussi s'exercer par le simple fait d'imposer des thèmes à l'agenda politico-médiatique. Cette influence est l'œuvre des partis politiques mais aussi, plus largement, de toute la galaxie d'extrême droite que l'on a évoquée plus haut.

#### **En conclusion, quelles réponses peut-on apporter pour contrer l'extrême droite ?**

Plusieurs types de réponses peuvent être distingués. Tout d'abord, des réponses politiques, comme la mise en œuvre ou la défense d'un cordon sanitaire. C'est toutefois un type de réponse qui est, aujourd'hui et à l'échelle européenne, assez rare et qui a ses limites, on l'a vu. Outre la Belgique, on retrouve aussi ce mécanisme en Suède.

Des réponses médiatiques peuvent aussi être apportées. Le cordon sanitaire médiatique mis en place en Belgique francophone est à cet égard assez unique en Europe ; on en

retrouve une certaine forme en Suède également, mais avec un degré de formalisation moindre.

Le troisième type de réponse est de nature judiciaire. Un véritable arsenal juridique peut en effet être mobilisé à l'encontre de l'extrême droite, de ses acteurs ou d'individus qui développeraient des comportements qui y sont assimilés – comme la tenue de propos négationnistes. Des institutions comme Unia peuvent exercer un rôle clé dans la mobilisation de ces outils.

Quatrièmement, la Sûreté de l'État a pour mission d'empêcher toute déstabilisation des institutions, notamment de la part de forces d'extrême droite. Elle exerce un rôle crucial dans la prévention d'actes terroristes, par exemple.

Enfin, la société civile est aussi mobilisée face à l'extrême droite et ses réponses peuvent être variées. Certains tentent d'empêcher le développement ou l'organisation de l'extrême droite, en se constituant comme rempart physique. En janvier 2020, de nombreux militants et militantes antifascistes tentaient par exemple d'empêcher la tenue du congrès fondateur du Parti national européen (PNE). La société civile peut aussi se mobiliser en amont : cela passe notamment par la culture, par l'éducation, par le travail de mémoire ou par celui consistant à démasquer les idées d'extrême droite.

Il est donc important de distinguer la lutte contre les partis ou les organisations d'extrême droite de la lutte contre les idées d'extrême droite. Une fois disparue, une organisation peut en effet se perpétuer à travers ses membres et les idées d'extrême droite peuvent continuer à se propager à travers la société. Par conséquent, il ne faut pas perdre de vue un aspect majeur : la percée de l'extrême droite est fortement liée aux crises qui traversent nos sociétés, dans leurs dimensions économiques, sociales, politiques, etc. Lutter contre l'extrême droite ne peut dès lors porter ses fruits à long terme que si disparaissent aussi en profondeur les raisons de soutenir ces partis et leurs idées.

Cet article a été publié dans : Mouvement ouvrier chrétien, « Obscurités & lumières, extrême droite, démocratie, mouvement social - La 99<sup>e</sup> Semaine sociale du Mouvement ouvrier chrétien », collection *Politique*, n° 5, octobre 2021, p. 26-33.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Benjamin BIARD, « Extrême droite : de la conquête des esprits à celle du pouvoir », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 24 novembre 2021, [www.crisp.be](http://www.crisp.be).